

<http://divergences.be/spip.php?article4309>



# Des emplois à 1 dollar par jour et la logique de la nouvelle répression contre les immigrés

- Aujourd'hui - 2025 - octobre 2025 - USA -

Date de mise en ligne : samedi 27 septembre 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

## Origine [Jacobin](#)

Les raids et les détentions de migrants ne sont pas que du théâtre politique : ils fournissent aux entreprises une main-d'œuvre captive et bon marché et contribuent à faire reculer les protections pour tous les travailleurs. Derrière le langage de la sécurité des frontières se cache une main-d'œuvre forcée qui fait écho à l'époque des bagnes.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH237/desantis-94e10.webp>]

### **Le gov. De Santis. En Floride, les législateurs ont récemment réduit les protections du travail pour permettre aux enfants dès l'âge de quatorze ans de travailler la nuit les soirs d'école**

L'affirmation bien connue selon laquelle les immigrants "prennent les emplois américains" a contribué à l'arrivée au pouvoir de l'administration actuelle en novembre dernier. Utilisée pour la première fois par le "Know Nothing Party" au milieu du XIXe siècle, cette vieille rengaine est depuis longtemps l'un des fondements de la politique anti-immigration. Si les études montrent que l'immigration renforce l'économie américaine dans son ensemble, les gains plus larges ne sont pas d'un grand réconfort pour les travailleurs à bas salaires qui ne ressentent que la précarité et la pression à la baisse sur les salaires. Donald Trump a capitalisé sur ces angoisses, comme le font depuis longtemps les politiciens nativistes, en les canalisant dans le ressentiment à l'égard des immigrés plutôt qu'à l'égard des patrons et des politiques qui favorisent l'exploitation.

Le jour de l'inauguration en 2025, la nouvelle administration n'a pas tardé à déclarer la guerre à une "invasion" imaginaire, en envoyant des agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) faire des descentes dans les communautés du pays. Fin juillet, les arrestations d'immigrants avaient augmenté de 200 à 400 %. La rhétorique de l'invasion a servi à qualifier de nombreux immigrants de criminels pour avoir commis l'acte, qui n'est encore qu'un délit fédéral, de traverser le pays sans papiers. En outre, l'adoption cet été de la "One Big Beautiful Bill" alloue 165 milliards de dollars au département de la sécurité intérieure (DHS) au cours de la prochaine décennie, finançant ainsi une expansion spectaculaire de l'ICE, qui devient ce qui s'apparente à une armée nationale.

La question est de savoir si ces dépenses publiques massives dans la guerre contre les immigrés aident l'économie. En bref : non, elles ne le font pas.

Les industries agricoles, qui dépendent depuis longtemps de la main-d'œuvre immigrée, sont confrontées aux pires pénuries de main-d'œuvre depuis plus d'une décennie. Le secteur de la restauration - avec ses bas salaires, son manque d'avantages sociaux et sa faible sécurité de l'emploi - a du mal à embaucher depuis la pandémie de COVID-19, et la situation ne s'est pas améliorée au cours des huit derniers mois.

### **Envoyer les enfants au travail dans le Sunshine State**

En août, les guerres tarifaires ont entraîné les niveaux d'emploi les plus bas dans le secteur manufacturier depuis une demi-décennie. L'industrie manufacturière, la restauration et d'autres secteurs font état de tensions causées par le départ de travailleurs estimés qui ont perdu leur capacité à travailler légalement en raison de l'annulation de programmes tels que la libération conditionnelle pour raisons humanitaires et le statut de protection temporaire.

La guerre contre les immigrants n'a pas amélioré l'économie américaine. Elle a plutôt ouvert la voie à des pratiques de travail jugées depuis longtemps inconstitutionnelles et illégales, comme le travail des enfants et le travail forcé. En Floride, par exemple, les législateurs ont récemment supprimé les protections du travail pour permettre à des enfants

de quatorze ans de travailler de nuit les soirs d'école. Si le travail des enfants n'est pas rare, en particulier dans le secteur agricole peuplé presque exclusivement de travailleurs immigrés, des lois comme celle de la Floride généralisent cette pratique d'exploitation à tous les travailleurs. Le secteur agricole de Floride, déjà mis à rude épreuve par les mesures de répression de l'immigration, devrait bénéficier de la nouvelle loi, qui élargit le groupe de travailleurs pouvant être légalement employés dans les champs.

Entre-temps, l'expansion de la détention des immigrants est devenue une aubaine pour les entreprises carcérales privées telles que GEO Group, Palantir et CoreCivic, qui profitent de l'augmentation du nombre d'incarcérations. Ces sociétés ont discrètement réglé des procès concernant le travail forcé dans les centres de détention - des procès qui, selon les tribunaux, violent la loi sur la protection des victimes de la traite des êtres humains (Trafficking Victims Protection Act). Le travail forcé est répugnant, mais il est normalisé par des pratiques de détention qui obligent les immigrants à travailler sous la menace d'une sanction.

### **Détention, coercition, profit des entreprises**

Fin juin 2025, l'ICE a fait état d'un nombre record de personnes en détention : 60 000, la plupart sans aucun casier judiciaire. Ironiquement, alors que Kristi Noem, secrétaire du DHS, dénonce la traite des êtres humains comme un problème perpétré par les immigrants et déclare que "le travail forcé est répugnant" en ce qui concerne la Chine, elle s'efforce d'étendre le "plan de travail volontaire" du DHS. Dans la pratique, ce programme oblige les immigrants en détention à travailler, parfois sans aucune rémunération, et souvent sous la menace d'une mise à l'isolement s'ils ne s'exécutent pas.

Comme l'explique Grace Hussain, "les entreprises privées qui gèrent en grande majorité les centres [de détention] choisissent de profiter de leur population captive pour éviter de payer des salaires plus élevés aux citoyens". Ce modèle n'est pas propre aux États-Unis. Au Salvador, la prison phare de Nayib Bukele, le "Centre d'enfermement pour le terrorisme" (CECOT), applique un "programme d'oisiveté zéro" qui oblige les détenus à effectuer des travaux agricoles et d'usine ainsi qu'à entretenir la prison elle-même. Les États-Unis ont déporté dans cette prison des immigrants coupables de n'avoir commis aucun crime, si ce n'est celui d'être dans le pays sans papiers.

La base juridique du travail forcé dans les prisons repose sur le treizième amendement de la Constitution des États-Unis, qui abolit l'esclavage "sauf en tant que peine pour un crime pour lequel la partie a été dûment condamnée". Cette exception a créé une faille, exploitée initialement dans l'ancienne Confédération pour combler le vide laissé par l'émancipation en matière de main-d'œuvre. Dans le cadre du système de location de prisonniers, les personnes incarcérées, majoritairement mais pas exclusivement afro-américaines, étaient louées à des employeurs, ce qui générait des revenus pour les États et les collectivités locales qui supervisaient les prisons. Les "chasseurs de criminels" poursuivaient souvent des délits mineurs, tels que des contraventions non payées, pour fournir cette main-d'œuvre. Le système a perduré jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, contribuant à la construction d'infrastructures municipales et de fortunes privées dans tout le Sud.

Le treizième amendement a depuis été utilisé pour justifier le travail en prison de manière plus générale, une pratique qui se poursuit aujourd'hui. Plus de quatre mille entreprises américaines ont recours au travail des prisonniers dans leurs chaînes d'approvisionnement.

### **Oublier le passé, exploiter le présent**

Ironiquement, alors que l'administration Trump étend le travail forcé, elle alimente les efforts visant à remodeler la façon dont l'histoire de ce travail est mémorisée. M. Trump s'est plaint que des institutions comme le Smithsonian

s'attardent trop sur les aspects négatifs de l'histoire américaine, notamment l'esclavage et la violence raciale.

Dans le même temps, des projets éducatifs conservateurs tels que PragerU et Prager UKids produisent des contenus critiqués pour avoir minimisé la brutalité de l'esclavage - y compris des scènes où un dessin animé de Christophe Colomb suggère qu'"il vaut mieux être pris comme esclave que d'être tué". "Bien que ces récits contredisent soixante-quinze ans d'études historiques, ils sont aujourd'hui enfoncés dans la gorge d'élèves de la maternelle à la terminale dans plusieurs États, y compris des élèves de Floride qui sortent tout juste d'une nuit de travail.

L'attaque de Trump contre l'éducation et la mémoire publique ouvre la voie à des pratiques que l'on croyait autrefois confinées au passé. Alors que le système de détention des immigrés se développe grâce à l'investissement fédéral, les profits records réalisés par les entreprises pénitentiaires privées ne sont que le début d'une manne pour le capital des entreprises. Ces entreprises profitent doublement : en percevant des fonds publics pour chaque lit occupé et en sous-traitant le travail des détenus, qui sont peu ou pas payés.

La guerre contre les immigrés est en réalité une guerre contre tous les travailleurs - à l'intérieur et à l'extérieur des prisons et des goulags de détention qui prolifèrent. Le travail forcé fait baisser les salaires et sape les normes de travail équitables. Les immigrants n'ont jamais "pris" les emplois américains, mais la résurgence du travail forcé menace les droits et les moyens de subsistance de tous.

*Post-scriptum :*

*Rachel Ida Buff est écrivain et historienne. Elle travaille actuellement à un recueil d'essais historiques, Thinking Like a Caravan, et à un roman, Holy Toledo.*